

La France doit condamner le procès des sahraouis qui vient de se terminer

27 février 2013 par [Sortir du colonialisme](#)

THÈMES [RÉPRESSION](#) [COMMUNIQUÉS DE PRESSE](#) [MAROC](#) [SAHARA OCCIDENTAL](#)



Les nouveaux édiles français "du changement" ont affirmé que les droits de l'homme sont respectés au Maroc puisqu'il y a un Conseil National des Droits de l'Homme (un hic : le Président est désigné par le Roi lui-même). Alors pourquoi ce CNDH ne s'est toujours pas exprimé au sujet de ce sujet depuis 27 mois, arguant qu'il le ferait à l'issu du procès. A la veille du verdict il a émis dans un rapport cet avis : "le procès s'est déroulé dans des conditions normales et a été marqué, en général, par le respect des procédures".

Rappelons les faits : 24 militants sahraouis de Gdeim Izik, arrêtés, torturés et incarcérés depuis 27 mois dans l'illégalité ont écopé de 9 peines de prison à perpétuité, 4 condamnations à 30 ans de prison, 7 à 25 ans, 3 à 20 ans et 2 à 2 ans (ces derniers ont crédit pour la prochaine fois, puisqu'ils sont en prison depuis 27 mois). Un jugement qui ne peut faire l'objet d'un appel, puisque ce recours n'existe pas au Tribunal militaire du Maroc où comparaissent des civils. Que les accusés et leurs avocats aient démontré l'illégalité des procédures d'arrestation, d'instruction et dénoncé les "aveux" extorqués sous la torture et les humiliations les plus sordides, qu'aucun accusé n'ait été arrêté en flagrant délit, qu'aucune trace d'empreinte n'ait été décelée sur les instruments exhibés comme ayant causé la mort des 11 jeunes recrues gendarmes, membres des forces auxiliaires ou militaires, que le premier des 9 témoins présentés par l'accusation ait déclaré qu'il n'avait rien vu et qu'il ne reconnaissait personne parmi les accusés (ce qui a fait renoncer au Président d'entendre les autres), que l'accusation repose sur les seuls PV de la police... rien n'aura pu changer une sentence qui entend mettre en garde Sahraouis et Marocains de contester la légitimité, pour les uns d'une colonisation spoliatrice de droits et de richesses naturelles, pour les autres d'un régime prédateur et corrompu qui ne répond pas aux besoins de la grande majorité de la population.

Ces militants pacifistes, pour la plupart défenseurs des droits de l'Homme, ont été arrêtés en novembre 2010 lorsque les forces de l'ordre marocaines sont intervenues pour démanteler avec violence le campement de 8000 tentes installé par 20 000 Sahraouis à Gdim Izik à 12 kilomètres de Laâyoune, la plus grande ville du Sahara occidental, pour protester contre leurs conditions de vie désastreuses et réclamer leurs droit économiques, politiques et sociaux.

Le collectif "Sortir du Colonialisme" (qui regroupe des associations, syndicats et partis politiques engagés dans la lutte contre le colonialisme et le racisme) avait sollicité une audience pour le 27 février prochain au Ministère des Affaires Etrangères. Le "résultat" de ce procès justifie d'autant plus que la délégation qui compte se rendre au Quai d'Orsay soit reçue, et pas simplement par un planton, espérant que les propos du ministre, tenus dans une interview au journal "Le Monde" du 30 mai 2012, où il avait déclaré que "le gouvernement croit à des principes comme le respect des droits de l'Homme, la démocratie..." soit confirmés par une déclaration condamnant sans appel cette sentence inique.

Survie s'associe aux demandes du collectif "Sortir du Colonialisme" et condamne l'ensemble de la politique française sur ce dossier marquée par une complicité avec la politique coloniale et de la monarchie marocaine.

Voir notamment : <http://survie.org/billets=d=afrique/2010/1197=decembre=2010/article/sahara=occidental=repression>

Alire aussi

[Françafrique - Total illégal au Sahara Occidental](#)

[200 - Mars 2011 - Les voix étouffées des Sahraouis](#)

[197 - décembre 2010 - Sahara Occidental : répression marocaine, dissimulation française](#)

[Djibouti - Élections législatives à Djibouti : dictature, fraudes et répression à l'ombre des bases militaires](#)

[Guinée Conakry - Guinée - 2006, 2007, 2009 : les massacres se succèdent, l'impunité demeure](#)

[Contact](#) [Plan du site](#) [RSS](#) [Espace privé](#) [Mentions légales](#)

Survie France

Siège national : 107 boulevard de Magenta 75010 Paris, France [Tél : \(+33\)1 44 61 03 25](#) [Fax : \(+33\)1 44 61 03 20](#)